



**Assemblée générale
Conseil de sécurité**

Distr. générale
6 mai 2008
Français
Original : anglais

**Assemblée générale
Soixante-deuxième session
Point 16 de l'ordre du jour
Conflits prolongés dans la région du groupe
GUAM et leurs incidences sur la paix, la sécurité
et le développement**

**Conseil de sécurité
Soixante-troisième année**

**Lettres identiques datées du 5 mai 2008, adressées
au Secrétaire général et au Président du Conseil
de sécurité par le Représentant permanent de la Géorgie
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir les déclarations ci-jointes émanant du Ministère des affaires étrangères de la Géorgie et datées respectivement des 4 et 5 mai 2008 (voir annexe, pièces jointes 1 et 2).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 16 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent
(*Signé*) Irakli Alasania



**Annexe aux lettres identiques datées du 5 mai 2008,
adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil
de sécurité par le Représentant permanent de la Géorgie
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Pièce jointe 1

Déclaration du Ministère des affaires étrangères de la Géorgie

Le Service de l'information et de la presse du Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie a publié un communiqué de presse dans lequel il est affirmé, sur la base de renseignements fournis par Sokhumi, que, le 4 mai 2008, deux engins aériens de reconnaissance sans pilote géorgiens auraient été abattus par les systèmes de défense aérienne des groupes armés illégaux du régime séparatiste dans la zone de sécurité.

Le Ministère des affaires étrangères de la Géorgie affirme que les « renseignements » susmentionnés constituent une nouvelle provocation de la part de la Fédération de Russie visant à faciliter son intervention militaire par la diffusion de propagande et de renseignements.

Le Ministère des affaires étrangères de la Géorgie tient à attirer l'attention de la communauté internationale sur le fait que le Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie a reconnu, dans le communiqué de presse susmentionné, la présence dans la zone de sécurité des systèmes de défense aérienne des séparatistes et qu'il a en outre qualifié de légale leur attaque contre les engins aériens sans pilote géorgiens. Il est manifeste que la prétendue opération de paix de la Fédération de Russie menée sous les auspices de la Communauté d'États indépendants a dégénéré en simulacre et qu'elle ne peut être vue que comme une agression militaire ouverte menée contre la Géorgie en vue d'annexer une partie de son territoire souverain internationalement reconnu.

Des engins aériens sans pilote géorgiens ont toujours circulé dans l'espace aérien souverain de la Géorgie, y circulent encore et continueront d'y circuler afin d'obtenir des renseignements complets sur l'intervention militaire de la Fédération de Russie.

La tentative de la Fédération de Russie de limiter, par le déploiement de ce qu'elle dit être des agents de maintien de la paix, le droit souverain de la Géorgie de contrôler son propre espace aérien est destinée à intensifier le conflit et constitue une menace pour la paix et la sécurité internationales.

Tbilissi, le 4 mai 2008

Pièce jointe 2

Déclaration du Ministère des affaires étrangères de la Géorgie

Le 4 mai 2008, le Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie a publié un document contenant des informations mensongères selon lesquelles deux engins aériens de reconnaissance sans pilote géorgiens auraient été abattus par les « systèmes de défense aérienne » du régime séparatiste dans la zone de sécurité. Le même jour, le Ministère des affaires étrangères de la Géorgie a fait une déclaration officielle dans laquelle il a affirmé que les renseignements susmentionnés constituaient une nouvelle provocation de la part de la Fédération de Russie visant à faciliter une intervention militaire par la diffusion de propagande et de renseignements. Dans leurs déclarations officielles, les Ministères des affaires intérieures et de la défense de la Géorgie ont également nié catégoriquement les « informations » susmentionnées.

Le 5 mai 2008, le Ministère des affaires étrangères de la Géorgie a communiqué avec le Représentant spécial du Secrétaire général pour la Géorgie, M. Jean Arnault. La partie géorgienne a demandé instamment au Représentant spécial et à la Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie d'ouvrir immédiatement une enquête sur la présence de « systèmes de défense aérienne » et leur utilisation par les séparatistes abkhazes dans la zone de sécurité et de communiquer les résultats de l'enquête à la communauté internationale dans les meilleurs délais.

Le 5 mai 2008, la partie géorgienne a transmis à la partie russe une note dans laquelle elle l'informait que son pays se retirait de l'accord du 19 avril 1995 relatif à la coopération établie entre le Ministère de la défense de la Géorgie et le Ministère de la défense de la Fédération de Russie dans le domaine de la défense antiaérienne.

Tbilissi, le 5 mai 2008